

Réunion mensuelle ordinaire du 26 octobre 2020

Procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la Commission de services régionaux de Fundy tenue le mardi 26 octobre 2020, au 10, ch. Crane Mountain, de Saint John (N.-B.).

1. Ouverture de la séance

La présidente, Nancy Grant, déclare la séance ordinaire du conseil ouverte à 10 h 02, soulignant le respect de toutes les règles de prévention de la covid-19, notamment celles sur le respect des distances physiques et le port du masque.

2. Sont présents :

Nancy Grant	Présidente du conseil d'administration
Jim Bedford	Vice-président
Bette Anne Chatterton	Mairesse de St. Martins
Shirley McAlary	Mairesse adjointe de Saint John
Grace Losier	Mairesse de Grand Bay-Westfield
Gary Clark	Maire de Quispamsis
Cindy MacCready	Représentante de district de services locaux (suppléante)
Brenda Rathburn	Représentante de district de services locaux
John Cairns	Représentant de district de services locaux

Est absent:

AUTRES

Marc MacLeod, directeur général, CSRF

Alicia Raynes, secrétaire de séance, CSRF

Brenda MacCallum, agente des relations publiques et de l'élaboration des programmes, CSRF Ryan Donaghy, sous-ministre adjoint, ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux

3. Adoption de l'ordre du jour

La présidente demande que l'ordre du jour soit adopté.

Proposition : Adopter l'ordre du jour du 26 octobre 2020.

Proposée par : Gary Clark
Appuyée par : Shirley McAlary
Vote : Proposition adoptée

4. Divulgation de conflit d'intérêts

Personne

5. Adoption de procès-verbaux

Proposition : Adopter le procès-verbal du 28 septembre 2020 sans modification.

Proposée par : Grace Losier

Appuyée par : Shirley McAlary

Vote : Proposition adoptée

6. Régionalisation de la collecte des déchets solides – Ryan Donaghy

La présidente Grant présente Ryan Donaghy, sous-ministre adjoint, ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux. M. Donaghy présente un exposé sur la régionalisation de la collecte des déchets solides de la région de Fundy. Il décrit le potentiel de régionalisation dans la région de Fundy, compte tenu des itinéraires et des contrats de collecte actuels. Il relève qu'il y a maintenant moins d'acteurs sur le marché actuel, ce qui engendre une augmentation du coût des contrats. Deux contrats sont actuellement en vigueur dans les districts de services locaux (DSL) de la région de Fundy.

- M. Donaghy explique que certaines régions de la province ont des contrats attribués en interne et que d'autres ont optimisé leurs contrats. Il semble que la voie à suivre serait d'étudier une possible optimisation des contrats au lieu de la mise en place d'un service propre. En outre, une formule régionale de partage des frais devrait faire l'objet d'une entente de principe avant d'être chiffrée, car cette approche fera des gagnants et des perdants. Il semble que la majeure partie des économies serait réalisée sur les coûts de collecte et de main-d'œuvre.
- M. Donaghy aborde également le sujet du programme de papier imprimé et d'emballage dans la province. Il explique que le Nouveau-Brunswick progresse vers l'adoption d'un règlement. Dès que le projet de règlement sera achevé, il sera publié pour commentaires. Les industriels concevront ensuite un programme en consultation avec la CSR. Une fois le programme approuvé, un délai serait accordé pour sa mise en œuvre. Le calendrier de mise en œuvre sera fixé dans le règlement. Les industriels se pencheront également sur le traitement des emballages après leur collecte.
- M. Donaghy explique qu'il faudra probablement quelques années avant que la mise en œuvre soit terminée.

La présidente Grant remercie M. Donaghy pour son exposé.

7. Finances

a. États financiers du troisième trimestre 2020

La présidente Grant présente le nouveau format des états financiers de la CSRF, lequel comporte des colonnes pour le pourcentage du budget annuel, le budget annuel au prorata et le pourcentage du budget annuel au prorata, avec possibilité de comparer les montants cumulés depuis le début de l'année.

Le directeur général MacLeod dresse un aperçu du nouveau format, en expliquant que les nouvelles colonnes indiquent quelle devrait être notre position à ce stade. Il est décidé d'opter pour le pourcentage, car il donne un bon aperçu de la situation actuelle et indique clairement si

nous sommes là où nous devrions être. Actuellement, les résultats du troisième trimestre indiquent un excédent de plus de 650 000 \$.

Proposition : Recevoir et classer les états financiers du 3^e trimestre 2020 tels que présentés.

Proposée par : Gary Clark
Appuyée par : Shirley McAlary
Vote : Proposition adoptée

Le directeur général MacLeod sollicite des commentaires sur le nouveau format et demande si les membres du Conseil d'administration préfèrent voir des montants ou des pourcentages. Le format actuel avec pourcentages est acceptable pour tous.

b. Budget 2021

La présidente Grant explique que le projet de budget 2021 a été présenté et diffusé pour approbation conformément à la loi prévoyant une période d'examen de 45 jours. À ce jour, aucun commentaire écrit n'a été reçu.

Le directeur général MacLeod souligne que l'absence d'augmentation des frais de déversement suscite certaines inquiétudes, mais rien de négatif.

Proposition : Approuver le budget 2021 comme présenté.

Proposée par : Grace Losier Appuyée par : Gary Clark

Vote : Proposition adoptée

8. Sécurité des accès

Le directeur général MacLeod présente un résumé de la situation concernant la sécurité des accès au site d'enfouissement de Crane Mountain. Il explique que le système de sécurité actuel a été rendu inutilisable par la foudre, le 25 août 2020. Vu la vétusté du système, son remplacement sera nécessaire.

On ajoute aussi qu'étant donné l'éloignement inhérent du site et la nécessité pour la CSRF d'étendre ses activités en soirée et pendant la nuit, il serait souhaitable de renforcer le système actuel afin de rendre le site plus sûr et d'en contrôler l'accès. Ce nouveau système permettrait un accès électronique au portail ainsi qu'un accès aux installations sur place selon les besoins de chaque employé. Trois entreprises réputées ont été contactées et deux d'entre elles ont soumis des devis. Le personnel propose que le projet de sécurité des accès soit financé par le fonds de réserve pour immobilisations puisque le coût de construction et de raccordement du système de gaz pour les cellules n°5 et n°6 est moins élevé que prévu. Ce choix ne poserait aucun problème budgétaire puisque nous maintiendrions le montant de dépenses convenu.

On discute également du niveau de sécurité requis sur le site. On explique que même si la CSRF n'a pas d'antécédents de vols importants, il est préférable d'être proactif plutôt que réactif. On souligne également l'importance de l'amélioration de la sécurité des employés, en raison des inquiétudes croissantes de l'industrie concernant la violence domestique et le harcèlement sur le lieu de travail et des réglementations en la matière.

Proposition : La Commission autorise l'achat d'un nouveau système d'accès sécurisé pour le site d'enfouissement de Crane Mountain pour un montant maximum de 37 000 \$ plus la TVH, à financer sur le fonds de réserve pour immobilisations.

Proposée par : Grace Losier Appuyée par : Gary Clark

Vote : Proposition adoptée

9. Mise à jour de l'arrêté sur les sacs de caisse en plastique – Brenda MacCallum

La présidente Grant présente Brenda MacCallum, responsable des relations publiques et du développement des programmes de la CSRF, qui fait le point au sujet de l'arrêté sur les sacs de caisse en plastique. En résumé, le projet d'arrêté prévoit qu'il serait interdit de distribuer des sacs de caisse en plastique dans les commerces de détail. Les détaillants pourront proposer des sacs en papier, mais ils seront tenus de faire payer une petite redevance qu'ils seront libres de fixer. On explique que l'objectif de faire payer les sacs en papier n'est pas de passer des sacs en plastique aux sacs en papier, car le papier a une empreinte carbone plus importante. L'objectif est d'encourager le public à opter pour de meilleurs choix, comme les sacs réutilisables. Ce projet d'arrêté correspond à ce qui est actuellement en vigueur à l'Î.-P.-É. et en Nouvelle-Écosse, ainsi qu'à Moncton, Riverview et Dieppe.

On précise que les sacs en plastique ont déjà été retirés du circuit de recyclage, mais qu'ils sont encore nombreux à arriver dans les dépôts de recyclage de la région. En outre, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il prévoyait mettre en place une interdiction de tous les plastiques à usage unique, qu'il souhaite faire entrer en vigueur d'ici 2021. La CSRF souhaite maintenir le cap afin de s'aligner sur les autres provinces de l'Atlantique.

M^{me} MacCallum a expliqué que la CSRF et la Chambre de commerce de la région de Saint John ont mené une enquête auprès des entreprises locales pour savoir comment elles réagiraient à un arrêté sur les sacs de caisse en plastique. L'enquête a révélé que 75 % des personnes interrogées seraient favorables à une interdiction des sacs de caisse en plastique, avec seulement 10 % fortement opposés et 8 % moyennement opposés.

On explique que la prochaine étape consistera à travailler avec les conseils municipaux pour que l'arrêté soit en vigueur d'ici l'automne 2021. Cette échéance a été suggérée par le Conseil du commerce de détail afin de donner aux entreprises le temps d'épuiser leur stock actuel de sacs en plastique.

Une discussion suit au sujet du calendrier et on suggère de faire pression sur le gouvernement provincial pour que cet arrêté s'applique à toute la province.

Proposition : Demander aux municipalités d'adopter et faire appliquer l'arrêté sur les sacs de caisse en plastique avant le 30 juin 2021 et demander à la CSRF d'envoyer une lettre aux municipalités concernant le nouveau calendrier.

Proposée par : Gary Clark
Appuyée par : Shirley McAlary
Vote : Proposition adoptée

Proposée par : Appuyée par : Vote :	Grace Losier Gary Clark Proposition adoptée	
La présidente Nancy Grant demande une proposition pour lever la séance.		
Proposition : Lever la séance à 11 h 25.		
Appuyée par : C	race Losier indy MacCready roposition adoptée	
ADOPTÉ le	_ par :	
Nancy Grant, présidente		

Proposition : Demander au directeur général de faire remonter la discussion au niveau provincial

dans le but d'obtenir une approche provinciale.

Alicia Raynes, secrétaire de séance